



[Accueil](#) | [Monde](#) | [Ukraine](#) | Guerre en Ukraine: Poutine et Xi seront présen

**Guerre en Ukraine (direct)**

# Poutine et Xi seront présents au prochain sommet du G20

La Russie envahit l'Ukraine. Suivez en direct l'actualité de ce nouveau bras de fer en Europe.

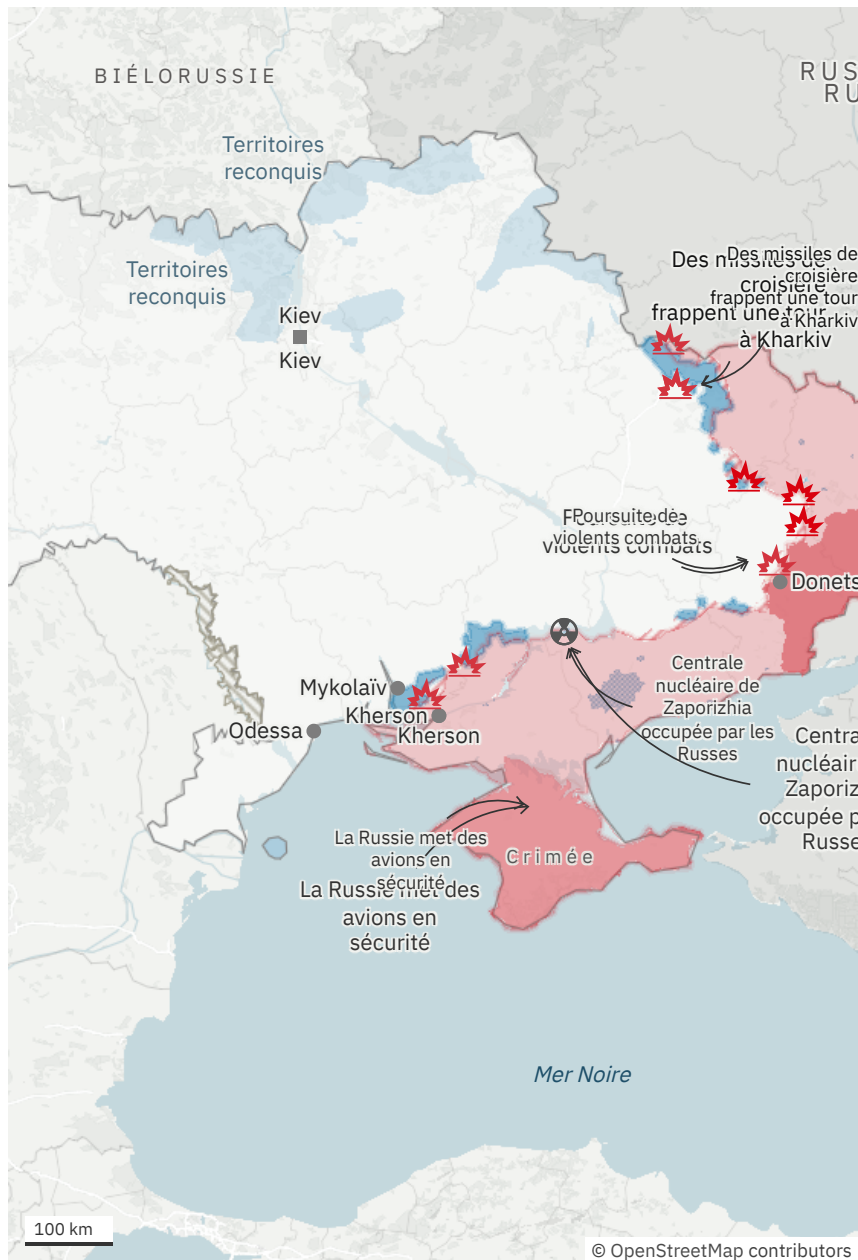
---

[Etonam Ahiany](#), [Sonia Imseng](#), [Arnaud Mittempergher](#), [Auriane Page](#),  
[Nora Foti](#), ATS/AFP

LIVE

Publié: 24.01.2022, 16h31

## La situation actuelle en Ukraine



-  Combats intenses ou bombardements durant les 24 dernières heures
-  Contrôlé par les séparatistes prorusses
-  Sous contrôle russe
-  Avancée des troupes russes
-  Reconquêtes ukrainiennes
-  Résistance ukrainienne

Etat au 18 août 2022

Carte: wig, bru, sbr, lm, pvo, pra; Source: [Institute for the Study of War](#)

09h07

## Poutine et Xi seront présents au prochain sommet du G20

Le président russe Vladimir Poutine et son ho-

mologue chinois Xi Jinping assisteront à un sommet du G20 en novembre, a affirmé le dirigeant de l'Indonésie – qui préside actuellement ce forum des grandes économies mondiales – dans une interview publiée vendredi.

La présence des deux chefs d'Etat lors du sommet coïnciderait avec celle du président américain Joe Biden, alors que les relations de Washington avec Moscou et Pékin sont au plus bas, en raison de la guerre en Ukraine et des tensions autour de Taïwan.

Il n'était pas certain que M. Poutine et M. Xi se rendraient sur l'île indonésienne de Bali pour prendre part aux discussions. Moscou se trouve isolé depuis son invasion de l'Ukraine, tandis que le dirigeant chinois restreint ses voyages à l'étranger en raison du Covid-19.

Mais le président indonésien Joko Widodo a indiqué dans une interview à Bloomberg que les deux dirigeants assisteraient en personne au sommet. «Xi Jinping viendra. Le président Poutine m'a aussi dit qu'il viendrait», a affirmé M. Widodo, selon l'article.





Le président russe Vladimir Poutine ( à gauche) et son homologue chinois Xi Jinping assisteront au prochain sommet du G20 en Indonésie.

AFP/WANG ZHAO

Des responsables au Kremlin ont expliqué en juin que M. Poutine avait accepté l'invitation de M. Widodo, sous réserve que la situation sanitaire liée à la pandémie lui permette d'y assister en personne.

Jakarta a été soumise à des pressions occidentales pour exclure Vladimir Poutine du sommet après avoir annoncé en avril qu'il était invité. Jakarta a conservé une attitude de neutralité concernant l'Ukraine. Joko Widodo s'est rendu à la fois à Kiev et à Moscou au début de l'année.

Des responsables indonésiens ont affirmé que les déclarations de M. Widodo semblaient confirmer la présence des deux chefs d'Etat. Le porte-parole du ministère indonésien des Affaires étrangères Teuku Faizasyah a expliqué à l'AFP que la Russie et la Chine «avaient reçu l'invitation et dit qu'ils assisteraient» au sommet. C'est «quelque chose que nous espé-

rons vivement», a-t-il ajouté.

Le chef de cabinet de M. Widodo n'a pas souhaité commenter les propos du président indonésien et son secrétaire d'Etat n'a pas répondu à une sollicitation de l'AFP. L'Indonésie a également invité le président ukrainien Volodymyr Zelensky au sommet. Le dirigeant ukrainien, dont le pays n'est pas membre du G20, a indiqué qu'il y assisterait, du moins virtuellement.

07h18

## **Interdire les touristes russes: les Européens en ordre dispersé**

Kiev appelle les Européens à bannir les touristes russes pour punir Moscou de la guerre en Ukraine, mais cette mesure est loin de faire consensus et contredirait la ligne suivie jusqu'à présent par les Vingt-Sept en matière de sanctions.

Elle sera discutée lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE fin août à Prague.

### **«Les touristes russes en Russie!»**

«Les Russes soutiennent massivement la guerre, applaudissent les frappes de missiles sur les villes ukrainiennes et les meurtres d'Ukrainiens. Laissons donc les touristes

russes profiter de la Russie», a déclaré le chef de la diplomatie ukrainienne Dmytro Kouleba.

Le président Volodymyr Zelensky a réclamé aux Occidentaux la fermeture de leurs frontières aux Russes qui doivent «vivre dans leur propre monde jusqu'à ce qu'ils changent de philosophie», dans un entretien le 8 août au Washington Post. Un appel jugé «irrationnel» par le Kremlin.



KEYSTONE

### «Finlandais et Baltes offensifs»

Plusieurs pays ont pris les devants mais souhaitent une position unifiée de l'UE. Frontalière de la Russie, la Finlande, qui traite quelque 1.000 demandes de visas par jour, a décidé de réduire à 10% le nombre de visas délivrés aux touristes russes à compter du 1er septembre.

Depuis la fermeture de l'espace aérien européen en réaction à la guerre, les Russes sont de plus en plus nombreux à se rendre dans ce

pays pour transiter vers d'autres Etats de l'UE grâce à des visas Schengen de court séjour (90 jours par période de 180 jours).

Pour la Première ministre finlandaise, Sanna Marin, il «n'est pas juste que les citoyens russes puissent entrer en Europe, dans l'espace Schengen, faire du tourisme (...) pendant que la Russie tue des gens en Ukraine».

Cette mesure qui serait inédite «a peu de chance d'être adoptée par l'UE mais elle devrait séduire une bonne partie des opinions publiques, au-delà des pays historiquement méfiants envers la Russie», estime Cyrille Bret, de l'institut Jacques-Delors.

### **«Visas Schengen en question»**

Les 26 pays de l'espace de libre circulation Schengen (22 Etats de l'UE, plus Norvège, Islande, Suède et Liechtenstein) ont reçu 3 millions de demandes de visas en 2021, les Russes étant les plus nombreux (536.000 demandes avec environ 3% de refus).

Les refus, susceptibles de recours, doivent être motivés (menace pour la sécurité, l'ordre public ou les relations internationales de l'un des Etats).

L'Estonie a déploré ne pas pouvoir interdire l'entrée «aux personnes munies d'un visa d'un autre pays de l'espace Schengen». «Visiter l'Eu-



tions (humanitaires, études, travail).

### **«Épargner le peuple russe»**

Pour le chancelier allemand, Olaf Scholz, une limitation des visas touristiques pénaliserait «tous les gens qui fuient la Russie parce qu'ils sont en désaccord avec le régime russe».

Les sanctions doivent d'abord viser à «pénaliser la machine de guerre russe et non le peuple russe», abonde le Portugal.

«L'UE se contredirait elle-même. Cette mesure est contraire à la liberté de mouvement et à la politique de sanctions suivie jusqu'à présent», souligne l'expert de l'institut Jacques-Delors.

Quant à la Commission européenne, elle met en avant la nécessité de protéger pour des raisons humanitaires les dissidents, journalistes et familles, rappelant que les demandes doivent être examinées au cas par cas.

### **«Sanctions en vigueur»**

Les propositions de sanctions sont une prérogative de la Commission, dont la priorité est l'unité du bloc face au Kremlin. Leur adoption exige l'unanimité des Vingt-Sept.

Depuis le déclenchement du conflit, l'UE a suspendu partiellement les facilités de délivrance de visas de court séjour dans le cadre d'un ac-

cord UE-Russie, en interdisant l'accès à certaines catégories liées au régime russe (délégations officielles, membres du gouvernement, détenteurs de passeport diplomatique, chefs d'entreprise...).

Helsinki souhaite une suspension totale de cet accord. L'UE a en outre déclaré persona non grata 1214 responsables, dont le président Vladimir Poutine

Hier, 23h17

## Un dépôt de munitions en feu en Russie, près de la frontière ukrainienne

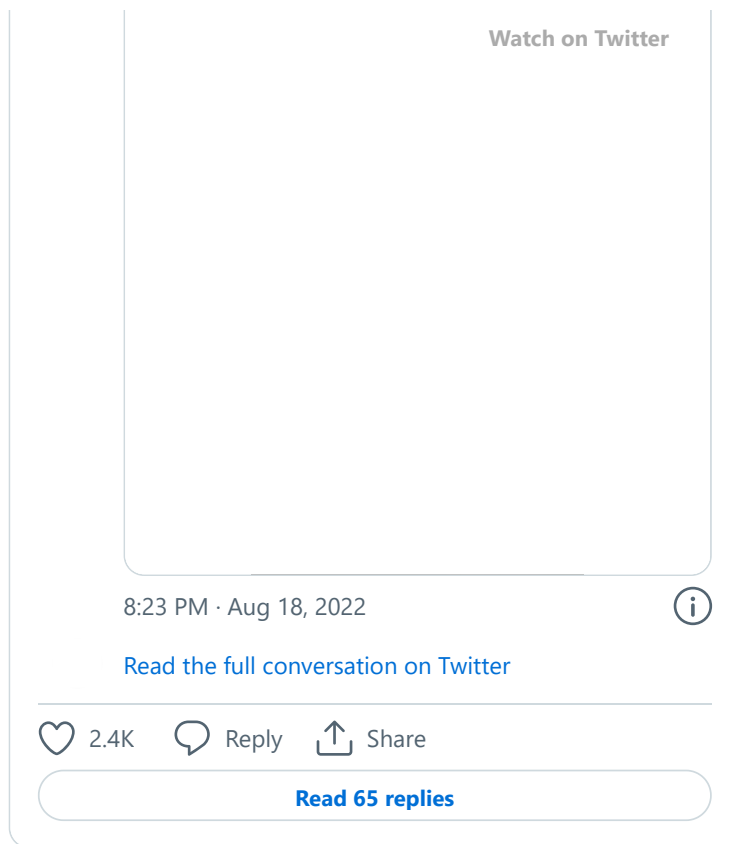
Deux villages russes ont été évacués jeudi à cause d'un incendie qui s'est déclaré dans un dépôt de munitions situé près de la frontière avec l'Ukraine, ont annoncé les autorités locales.

Cet incendie intervient quelques jours après des explosions sur une base militaire et un dépôt de munitions situés en Crimée, péninsule ukrainienne annexée par Moscou, la Russie reconnaissant dans ce dernier cas un acte de «sabotage».

Liveuamap   
@Liveuamap · [Follow](#)



Warehouse with ammunition exploded near Tymonovo village of Belgorod region of Russia (near Valuyki)  
[liveuamap.com/en/2022/18-aug...](https://liveuamap.com/en/2022/18-aug...)



«Un dépôt de munitions a pris feu près du village de Timonovo», situé à moins de 50 km de la frontière ukrainienne dans la province de Belgorod, a déclaré dans un communiqué le gouverneur de la région, Viatcheslav Gladkov.

Aucune victime n'était à déplorer, mais les habitants de Timonovo et du village voisin de Soloti ont été «déplacés à une distance sûre», a-t-il poursuivi, ajoutant que les autorités enquêtaient sur les raisons de ce feu.

**Pas de paix avec la Russie avant le retrait**

## des troupes, dit Zelensky

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a exclu jeudi toute négociation de paix avec Moscou sans le retrait préalable des troupes russes du territoire de l'Ukraine.

«Des gens qui tuent, violent, frappent nos villes civiles avec des missiles de croisière chaque jour ne peuvent pas vouloir la paix. Ils devraient d'abord quitter notre territoire, ensuite on verra», a déclaré Zelensky lors d'une conférence de presse à Lviv, disant «ne pas faire confiance à la Russie».



Volodymyr Zelensky lors d'une conférence de presse à Lviv, le 18 août 2022.

AFP

**Hier, 19h31**

**«Tout dégât potentiel à Zaporijjia serait un suicide», selon Antonio Guterres**

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Gu-

terres, a averti jeudi que tout dégât porté à la centrale nucléaire de Zaporijjia en Ukraine serait un «suicide», alors que Kiev et Moscou s'accusent mutuellement de bombarder le site.

«Nous devons le dire tel que c'est: tout dégât potentiel à Zaporijjia serait un suicide», a déclaré M. Guterres lors d'une visite à Lviv, dans l'Ouest de l'Ukraine, appelant une nouvelle fois à «démilitariser» la centrale, occupée par l'armée russe.



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky (à gauche) et le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres sourient lors de la conférence de presse qui suit les entretiens avec le président turc Recep Tayyip Erdogan à Lviv, le 18 août 2022.

AFP

Se disant «gravement préoccupé» par la situation dans la plus grande centrale nucléaire d'Europe, il a appelé à ne pas l'utiliser «pour quelque opération militaire que ce soit».

«Un accord est nécessaire de toute urgence pour rétablir Zaporijjia en tant qu'infrastructure purement civile et pour assurer la sécu-

rité de la région», a encore dit M. Guterres.

Moscou et Kiev se sont accusés mutuellement des bombardements qui ont ciblé cette centrale nucléaire située dans le sud de l'Ukraine et occupée depuis mars par les troupes russes, faisant resurgir le spectre d'une catastrophe majeure en Europe.

Hier, 19h26

### **Erdogan affirme son soutien à Kiev, inquiet d'un nouveau Tchernobyl**

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé jeudi le soutien d'Ankara à Kiev. Il s'est alarmé du risque d'une catastrophe de centrale nucléaire lors sa première visite en Ukraine depuis l'invasion russe.

«Alors qu'on poursuit nos efforts pour une solution, nous avons été et continuons à être du côté de nos amis ukrainiens», a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse commune avec son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky et le secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres à Lviv, en Ukraine.





Le président turc Recep Tayyip Erdogan (à gauche) et le président ukrainien Volodymyr Zelensky réagissent lors de la conférence de presse qui suit les entretiens avec le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres à Lviv, le 18 août 2022.

AFP

«Nous sommes inquiets. Nous ne voulons pas vivre un nouveau Tchernobyl», a aussi déclaré le chef de l'Etat turc en référence à la centrale nucléaire de Zaporijjia, occupée par la Russie.

M. Erdogan a précisé que la question de l'échange de prisonniers entre l'Ukraine et la Russie a aussi été débattue lors du sommet. «Je veux préciser que c'est un sujet important pour nous. (...). Nous allons continuer à avoir des discussions à ce sujet avec M. Poutine», a-t-il affirmé.

Le président turc avait rencontré pour la dernière fois son homologue russe, Vladimir Poutine, le 5 août, à Sotchi, en Russie.

Hier, 17h58

**Zelensky, Erdogan et Anthony Guterres**

## **se retrouvent à Lviv**

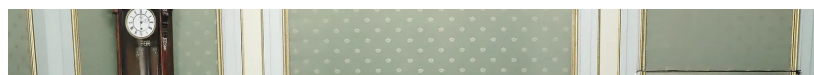
Les présidents ukrainien Volodymyr Zelensky et turc Recep Tayyip Erdogan et le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres se sont retrouvés jeudi à Lviv pour discuter du récent accord sur l'exportation des céréales ukrainiennes, et de la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporijjia, dont le sort inquiète le monde.

Le président Zelensky a estimé jeudi que la visite à Lviv de son homologue turc Recep Tayyip Erdogan était un «message puissant de soutien» pour son pays.

Dans la matinée, l'armée russe a assuré n'avoir pas déployé d'«armes lourdes" dans et autour de la centrale de Zaporijjia, dans le sud de l'Ukraine, la plus grande d'Europe.

L'Ukraine, qui évoque la présence d'«armes lourdes" russes, reproche également à la Russie d'utiliser la centrale comme base de tir sur les positions ukrainiennes, ce que Moscou dément.

A l'inverse, la Russie dit que les militaires ukrainiens veulent tirer avec leur artillerie sur la centrale pour ensuite l'accuser d'avoir causé un accident nucléaire.





Cette photo prise et publiée par le service de presse présidentiel turc le 18 août 2022 montre le président turc Tayyip Erdogan (G), le président ukrainien Volodymyr Zelensky (C) et le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres (D) lors de leur rencontre à Lviv, en Ukraine.

AFP

Occupée depuis début mars, la centrale est la proie depuis fin juillet de bombardements dont Moscou et Kiev s'accusent mutuellement.

L'ONU doit «assurer la sécurité de ce site stratégique, sa démilitarisation et sa libération complète des troupes russes», a estimé dans l'après-midi M. Zelensky, dénonçant la «terreur délibérée» provoquée par la Russie, qui «peut avoir des conséquences catastrophiques majeures pour le monde entier».

De son côté, le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kouleba, a annoncé sur Twitter que le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, lui a dit être prêt à se rendre à

la centrale de Zaporijjia à la tête d'une

délégation.

«Il m'a fait savoir qu'il était prêt, à l'invitation de l'Ukraine, à mener une délégation de l'AIEA à la centrale nucléaire de Zaporijjia», a souligné M. Kouleba.

La veille, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, avait jugé «urgent» une telle inspection de l'AIEA.

Hier, 15h56

## **Zelensky appelle l'ONU à «assurer la sécurité» de la centrale de Zaporijia**

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a appelé jeudi l'ONU à «assurer la sécurité» de la centrale nucléaire de Zaporijia, occupée par la Russie et visée par plusieurs bombardements, en recevant le secrétaire général Antonio Guterres.



Volodymyr Zelensky à Kiev, le 7 août 2022.

STR/UKRAINIAN PRESIDENTIAL PRESS SERVICE/AFP

Volodymyr Zelensky a dénoncé sur Telegram la «terreur délibérée» provoquée par la Russie, qui «peut avoir des conséquences catastrophiques majeures pour le monde entier». «L'ONU doit donc assurer la sécurité de ce site stratégique, sa démilitarisation et sa libération complète des troupes russes», a-t-il ajouté.

Hier, 15h53

## **La Russie déploie des missiles hypersoniques à Kaliningrad**

La Russie a annoncé avoir déployé jeudi des avions équipés de missiles hypersoniques dernier cri à Kaliningrad. Cette enclave russe entourée de pays de l'OTAN fait l'objet de vives tensions, en plein conflit en Ukraine.

«Dans le cadre de la mise en place de mesures stratégiques de dissuasion supplémentaire, trois MiG-31 avec des missiles hypersoniques Kinjal ont été redéployés sur l'aérodrome de Tchkalovsk dans la région de Kaliningrad», a déclaré le ministère russe de la Défense dans un communiqué. Les trois appareils formeront une unité de combat «opérationnelle 24h sur 24», a-t-il ajouté.





Un MiG-31 dans la région de Tver, au nord de Moscou.  
Russian Defense Ministry Press Service via AP

Les missiles balistiques hypersoniques «Kinjal» («poignard», en russe) et ceux de croisière «Zircon» appartiennent à une famille de nouvelles armes mises au point par la Russie et que son président, Vladimir Poutine, qualifie d'«invincibles», car censées pouvoir échapper aux systèmes de défense adverses.

La Russie a plusieurs fois annoncé avoir utilisé des missiles hypersoniques en conditions réelles dans le cadre de l'offensive de grande ampleur qu'elle mène depuis février en Ukraine.

### **Un bras de fer**

Le déploiement de ces missiles à Kaliningrad, un territoire déjà très militarisé, intervient sur fond de bras de fer entre l'Union européenne et Moscou ces dernières semaines sur cette enclave située sur la Baltique.

En application des sanctions de l'UE décidées

en réponse à l'attaque russe contre l'Ukraine, la Lituanie avait cessé en juin d'autoriser le transit par son territoire de certaines marchandises en direction de Kaliningrad.

Après des protestations et des menaces de Moscou, l'UE a fini par demander à Vilnius d'autoriser le transit par rail de biens russes, hors matériel militaire.

Coincé entre la Pologne et la Lituanie, le territoire de Kaliningrad est largement approvisionné par voie ferroviaire à partir de la Russie continentale.

Hier, 15h17

## **Le blé ukrainien ne sauvera pas la Somalie de la famine**

Le premier navire humanitaire de l'ONU chargé de céréales à quitter l'Ukraine se dirige vers la Corne de l'Afrique en proie à une sécheresse inédite. Lire notre article.





Depuis plusieurs semaines, les organisations humanitaires multiplient les alertes sur la situation dans la Corne de l'Afrique, qui fait craindre une famine similaire à celle de 2011 qui avait fait 260'000 morts en Somalie.

AFP

**Hier, 14h59**

## **Un 25e navire chargé de céréales a quitté l'Ukraine**

Un 25e navire chargé de céréales a quitté jeudi l'Ukraine depuis la signature d'un accord avec les Nations Unies et la Turquie ayant permis de lever le blocus de la Russie, ont annoncé jeudi les autorités ukrainiennes, un signe que ce «corridor sécurisé» semble fonctionner.

«Le cargo I MARIA est parti du port de Tchor-nomorsk, 33'000 tonnes de maïs étaient chargées à bord. Le cargo est en route pour l'Afrique du Nord, il arrivera en Egypte dans quelques jours», ont indiqué sur Facebook les autorités portuaires ukrainiennes.

«Plus de 600'000 tonnes de produits agricoles

ukrainiens ont transité par le «corridor céréalier» (...). 25 navires transportant des produits ukrainiens ont quitté les ports d'Odessa, de Pivdenny et de Tchernomorsk», ont-elles ajouté.

Les exportations de céréales d'Ukraine, un des principaux producteurs et exportateurs au monde, ont été bloquées pendant plusieurs mois en raison de l'invasion russe, faisant craindre une crise alimentaire mondiale.



Le cargo turc «Polarnet» à quai dans le port de la mer Noire de Chornomorsk, le 29 juillet 2022. L'un des navires transportant les céréales ukrainiens.

AFP

En juillet, un accord signé par la Russie et l'Ukraine, et validé par les Nations Unies et la Turquie, a permis la reprise des exportations.

Les navires doivent emprunter un couloir sécurisé pour circuler en mer Noire puis être inspectés par le Centre de coordination

conjointe (CCC) avant d'être autorisés à fran-

chir le détroit du Bosphore.

Le premier navire à quitter l'Ukraine dans le cadre de cet accord, le Razoni, avait pris la mer le 1er août. Il a fallu cinq jours pour qu'un second cargo parte mais le rythme de départ des bateaux a depuis accéléré.

Mardi, le premier navire humanitaire affrété par l'ONU pour transporter des céréales ukrainiennes a quitté mardi le port de Pivdenny avec 23'000 tonnes de blé.

Il doit être débarqué à Djibouti puis livré en Ethiopie, en proie à la sécheresse et dont la région rebelle du Tigré traverse actuellement «la pire catastrophe (humanitaire) dans le monde», selon le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Hier, 14h56

## **Les employeurs suisses veulent plus de soutien pour recruter des Ukrainiens**

Près d'une entreprise sur dix en Suisse a déjà recruté des réfugiés ukrainiens et s'en déclare satisfaite. Mais les employeurs veulent des perspectives à plus long terme en ce qui concerne le statut de protection S et un rôle plus actif des offices régionaux de placement (ORP).

Le droit de séjour des personnes au bénéfice

du statut de protection S est actuellement limité à un an: les premiers permis vont donc expirer dans environ six mois, s'inquiète l'Union patronale suisse (UPS). Pour la faïtière, l'incertitude quant à la suite de la procédure préoccupe de nombreuses entreprises, souligne-t-elle jeudi devant les médias à Berne.

Six mois après le début de l'agression russe, sur les quelque 60'000 Ukrainiens enregistrés en Suisse, 33'000 sont en âge de travailler. Selon le Secrétariat d'Etat aux migrations, environ 10% de ces derniers exercent désormais une activité professionnelle.

Pour connaître les besoins et défis liés à l'embauche de réfugiés arrivés d'Ukraine, l'UPS a mandaté une enquête auprès des employeurs. Les résultats montrent que 56% des sondés sont en principe intéressés à recruter des personnes avec le statut S et que près de 10% ont déjà franchi le pas.



Des réfugiés ukrainiens en Suisse

Pour les employeurs, il s'agit aussi d'un geste de solidarité. Un répondant sur trois cite les bonnes qualifications des réfugiés d'Ukraine et la pénurie de personnel qualifié. Les entreprises se déclarent en grande majorité satisfaites des prestations de ces recrues.

Mais le manque de connaissances linguistiques s'avère souvent un obstacle à l'embauche, surtout dans l'hôtellerie-restauration, la santé et le social. Des branches qui justement présentent le plus grand potentiel, déplore l'UPS. De fait, 62% des sondés demandent à la Confédération et aux cantons d'en faire plus en matière de cours de langue aux Ukrainiens.

En outre, 81% des entreprises qui ont déjà recruté des «permis S» seraient favorables à une prolongation du droit de séjour pour la durée de l'engagement. Des perspectives à long terme pour le séjour des réfugiés ukrainiens en Suisse «inciterait les entreprises à poursuivre ou intensifier leur effort d'intégration grâce à des stages et des places d'apprentissage», selon le président de l'UPS, Valentin Vogt, cité dans le communiqué.





Valentin Vogt

Keystone

Une entreprise sur trois attend aussi des ORP un rôle plus actif dans le placement des réfugiés avec le statut S. Pour les entreprises, il s'avère en effet extrêmement difficile d'accéder directement à ces personnes. Et la méconnaissance du marché du travail suisse est pour certains Ukrainiens un problème: les ORP devraient les soutenir davantage dans ce domaine.

L'enquête de Sotomo, réalisée entre le 18 et le 25 juillet, a interrogé 367 entreprises de cinq collaborateurs et plus basées en Suisse alémanique et en Suisse romande. Elle est pondérée en fonction de la taille des entreprises.

L'UPS fédère quelque 90 organisations patronales régionales ou sectorielles ainsi que des entreprises individuelles. Au total, elle représente environ 100'000 PME employant deux millions de salariés.

Hier, 14h08

## L'Allemagne va abaisser la TVA sur le gaz à 7% pour aider les consommateurs

Le gouvernement allemand a décidé d'abaisser temporairement la TVA sur le gaz, de 19% à 7%, pour aider les consommateurs face à la flambée des prix déclenchée par la guerre en Ukraine, a annoncé jeudi le chancelier Olaf Scholz.

Le taux réduit restera en vigueur au moins jusqu'à fin mars 2024 et «nous nous attendons à ce que les entreprises répercutent à 100% cette baisse sur les clients», a ajouté M. Scholz.

La hausse des prix «est un poids important pour beaucoup de personnes», a admis le chef du gouvernement lors d'une brève déclaration à la presse.



Le chancelier allemand Olaf Scholz

Keystone

Alors que les prix progressent déjà rapide-

ment, les factures vont encore sensiblement augmenter à partir du 1er octobre, quand les distributeurs de gaz pourront -- grâce à une nouvelle loi -- répercuter la hausse des prix d'achat sur les clients.

Les entreprises pourront demander un prélèvement exceptionnel supplémentaire de 2,4 centimes par kilowattheure (KWh) de gaz aux particuliers et entreprises.

TVA incluse, cela représente quelque 600 euros de plus par an pour un foyer moyen avec deux enfants et une consommation de 20'000 KWh.

Le gouvernement de coalition cherchait à exempter entièrement ce prélèvement de la TVA, une mesure refusée par la Commission européenne.

**Hier, 09h55**

## **De l'or russe est encore arrivé en Suisse en juillet**

En juillet, la Suisse a accueilli dans ses coffres 261 kilogrammes d'or d'origine russe d'une valeur de 14 millions de francs. Le métal jaune a une nouvelle fois transité par le Royaume-Uni -- qui ne fait plus partie de l'Union européenne -- avant d'arriver sur territoire helvé-

tique, précédant la mise en oeuvre de nou-

velles sanctions.

«Ces envois respectent les mesures qui étaient en vigueur au moment de leur importation en Suisse», indique jeudi l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF). Début août, l'Union européenne (UE) a interdit l'importation directe ou indirecte d'or ou de produits en or exportés de la Russie, sanction reprise par le Conseil fédéral le 4 août.



Photo d'illustration.

KEYSTONE/Martin Ruetschi

Fin juin, l'OFDF avait indiqué qu'environ trois tonnes d'or russe avaient été importées en Suisse depuis le Royaume-Uni au mois de mai, pour une valeur de 194 millions de francs. La Suisse compte de nombreuses raffineries qui pourraient fondre les lingots, avait rappelé pour sa part l'agence de presse Bloomberg.

Les importations totales en provenance de Russie ont atteint 23 millions de francs en

juillet, soit la valeur la plus faible depuis le dé-

but de l'année, précise l'OFDF.

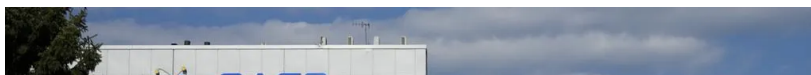
Hier, 09h52

## **La Russie dit n'avoir pas déployé «d'armes lourdes» dans la centrale de Zaporijia**

L'armée russe a assuré jeudi n'avoir pas déployé «d'armes lourdes» dans et autour de la centrale nucléaire de Zaporijia, sous contrôle de Moscou dans le sud de l'Ukraine et touchée récemment par des frappes.

«Nous soulignons que les troupes russes n'ont pas d'armes lourdes dans l'enceinte de la centrale et dans les zones avoisinantes. Seules des unités assurant la sécurité se trouvent là-bas», a indiqué le ministère russe de la Défense dans un communiqué.

«Les forces armées russes prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporijia», a poursuivi le ministère.





Un soldat russe monte la garde à proximité de la centrale nucléaire de Zaporijia, le 1er mai 2022.

KEYSTONE/AP Photo

Il accuse également Kiev de vouloir préparer jeudi «une provocation retentissante» sur place à l'occasion de la visite en Ukraine du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Selon Moscou, des unités d'artillerie ukrainiennes prévoient de tirer sur la centrale pour ensuite accuser la Russie d'avoir causé un accident nucléaire.

### **Plusieurs frappes**

Depuis fin juillet, la Russie et l'Ukraine se rejettent la responsabilité de plusieurs frappes qui ont touché la centrale nucléaire de Zaporijia, la plus grande d'Europe, faisant craindre une catastrophe.

L'Ukraine accuse Moscou de stocker des armes lourdes dans la centrale et de l'utiliser comme base de tir sur les positions ukrainiennes, ce que la Russie dément.

La centrale nucléaire de Zaporijia avait été

prise début mars par les troupes russes, au début de leur offensive contre l'Ukraine lancée le 24 février.

Pour garantir la sécurité du site et permettre une mission d'inspection, Antonio Guterres et les États-Unis ont appelé jeudi dernier à la mise en place d'une zone démilitarisée autour de la centrale.

Pour sa part, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a jugé mercredi «urgent» qu'une «inspection» de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ait lieu sur place.

Hier, 08h54

### **«L'attaque en Crimée était spectaculaire, mais les deux armées sont bloquées»**

Des explosions ont retenti sur la grande péninsule annexée par Moscou en 2014. Mais cela ne change pas encore le cours du conflit, estime l'expert Léo Péria-Peigné. Lire notre article.





Le 9 août déjà, des explosions sur une base aérienne russe en Crimée ont pu faire croire à une frappe ukrainienne. Ce mardi, c'est un dépôt de munitions russe qui a volé en éclats. Crimée, 9 août 2022.

keystone-sda.ch

**Hier, 06h50**

## **La Chine va envoyer des troupes en Russie pour des exercices militaires**

Pékin va envoyer des troupes en Russie pour participer à des exercices militaires conjoints à la fin du mois, afin d'«approfondir la coopération» entre les deux armées, a annoncé le ministère chinois de la Défense.

La Chine et la Russie entretiennent des liens étroits en matière de défense et Pékin a indiqué vouloir porter les relations bilatérales «à un niveau plus élevé», malgré les condamnations internationales suscitées par la guerre en Ukraine.





Une parade militaire à Pékin à l'occasion du 70e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, le 1er octobre 2019.

KEYSTONE/EPA/WU HONG

Selon un communiqué diffusé mercredi, la Chine va participer aux exercices annuels «Vostok» – prévus du 30 août au 5 septembre selon Moscou – dans le cadre de sa coopération avec la Russie.

«L'objectif est d'approfondir la coopération pratique et amicale avec les armées des pays participants, d'accroître le niveau de collaboration stratégique entre les parties participantes et de renforcer la capacité à répondre aux diverses menaces pour la sécurité», indique le ministère de la Défense dans le communiqué.

L'Inde, le Bélarus, la Mongolie, le Tadjikistan, entre autres, participeront aussi à ces exercices.

**«Sans aucun rapport»**

La Chine et l'Inde ont été accusées ces derniers

mois de couvrir diplomatiquement la Russie en s'opposant aux sanctions occidentales et aux ventes d'armes à l'Ukraine.

Mais Pékin assure que sa participation aux exercices militaires est «sans aucun rapport avec la situation actuelle au niveau régional et international». Il s'agit des deuxièmes exercices menés conjointement par la Chine et la Russie cette année.

En mai, les deux pays avaient organisé pendant 13 heures des manoeuvres près du Japon et de la Corée du Sud, forçant ces derniers à lancer des avions de chasse en dissuasion, au moment où le président américain Joe Biden se trouvait à Tokyo.

### **Washington inquiète**

Washington s'inquiète régulièrement du rapprochement entre la Chine et la Russie, estimant que cela met en danger la sécurité mondiale.

Interrogé sur la participation chinoise à ces exercices conjoints, le porte-parole du département d'État, Ned Price, a toutefois indiqué que les États-Unis n'avaient pas d'«interprétation particulière».





Ned Price à Washington, le 16 février 2021.

KEYSTONE/AP Photo/Andrew Harnik

«La plupart des pays concernés participent aussi régulièrement à un large éventail d'exercices et d'échanges militaires avec les États-Unis», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

**Hier, 05h36**

## **Nouvelles frappes à Kharkiv**

Sur le terrain, les combats se poursuivent et font de nouvelles victimes civiles comme à Kharkiv, deuxième ville d'Ukraine, où selon les autorités du pays un missile a touché mercredi un immeuble résidentiel de trois étages pendant un bombardement russe provoquant «un puissant incendie».

«À ce stade, il y a sept morts et dix-sept blessés», a indiqué Igor Terekhov, maire de Kharkiv, revoyant à la hausse le précédent bilan de six morts et seize blessés.

Volodymyr Zelensky avait dénoncé plus tôt

une «attaque ignoble et cynique».

Nouvelles frappes signalées dans la nuit de mercredi à jeudi: selon Igor Terekhov, au moins cinq attaques de missiles ont eu lieu à partir de 04 h 32 locales contre plusieurs quartiers. Un «très gros incendie» sévit dans un bâtiment administratif, a-t-il précisé. Le gouverneur régional Oleg Sinegoubov a rapporté «plusieurs incendies» du fait de ces frappes, qui ont fait au moins cinq blessés dont un enfant.

**Hier, 04h39**

## **Guterres et Erdogan rencontrent Zelensky ce jeudi**

Le secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres doit rencontrer ce jeudi les présidents ukrainien Volodymyr Zelensky et turc Recep Tayyip Erdogan à Lviv, dans l'ouest de l'Ukraine, pour discuter de la situation dans le pays presque six mois après son invasion par la Russie dont une frappe mercredi à Kharkiv a fait au moins sept morts.

Les trois hommes discuteront du récent accord sur l'exportation des céréales ukrainiennes mais aussi «du besoin d'une solution politique à ce conflit», a précisé le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric. «Je n'ai aucun doute (sur le fait) que la question de la centrale nucléaire (de Zaporijia) et d'autres seront

également abordées».



Antonio Guterres (à gauche) et Volodymyr Zelensky à Kiev, le 28 avril 2022.

KEYSTONE/EPA/SERGEY DOLZHENKO

Dans sa traditionnelle déclaration du soir, Volodymyr Zelensky a indiqué mercredi qu'Antonio Guterres était «déjà arrivé en Ukraine. Nous travaillerons ensemble pour parvenir aux résultats nécessaires pour l'Ukraine».

Le secrétaire général doit également s'entretenir en bilatéral avec Volodymyr Zelensky. Il a ensuite prévu de se rendre vendredi à Odessa, un des trois ports utilisés dans le cadre de l'accord d'exportation de céréales, avant de se rendre en Turquie pour visiter le Centre de coordination conjointe (CCC) chargé de superviser cet accord.

17.08.2022, 21h53

**Six morts et seize blessés dans une**

## frappe russe sur Kharkiv

Au moins six personnes ont été tuées et seize blessées mercredi dans un bombardement russe sur Kharkiv, la deuxième ville d'Ukraine, ont annoncé les autorités locales, le président Volodymyr Zelensky dénonçant une «attaque ignoble et cynique».

Le maire de Kharkiv, Igor Terekhov, avait dans un premier temps évoqué sur Telegram un bilan de trois morts et dix blessés, avant que le gouverneur régional Oleg Sinegoubov ne le revoie à la hausse.

«Malheureusement, le nombre de morts et de blessés à la suite du bombardement (...) a augmenté: six personnes sont mortes, seize ont été blessées», a indiqué M. Sinegoubov sur Telegram. «Il y a un puissant incendie sur les lieux de la frappe dans un immeuble d'habitation», a ajouté Igor Terekhov.

[Articles plus anciens](#)



Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

**29048 commentaires**

